



Chaque jeudi, Metro ausculte l'actualité européenne

La faim tue. Que fait l'Europe ?



La hausse des prix des céréales constatée depuis 2008 a provoqué des malnutritions dans de nombreux pays en développement. Cette hausse est en fait toute relative, dans la mesure où elle intervient après 20 ans de prix très bas (trois fois inférieurs à ceux de 1975). «Une agriculture vivrière, qui permet aux agriculteurs de se nourrir de leur production, limite l'impact de hausses de prix pour les producteurs», note Jean Feyder.

«La faim tue.» Le constat de Jean Feyder est sans appel. Elle tue même davantage qu'il y a 20 ans. Le diplomate luxembourgeois, spécialiste des questions de développement, appelle les Européens à agir. Il y a urgence, alors que plus d'un milliard d'êtres humains ne mangent pas à leur faim.

Le passage à l'an 2000 s'était accompagné d'une solennelle déclaration: réunis à New York, les 193 États membres de l'ONU s'étaient engagés sur huit objectifs humanitaires. Le premier d'entre eux appelait à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim. Douze ans plus tard, force est de constater que le compte n'est pas bon: près de 200 de millions de personnes

sont même venues s'ajouter aux 825 millions de mal nourris des années '90. «25.000 personnes meurent de faim chaque jour», alerte Jean Feyder.

Les causes de ce qu'il nomme «le scandale de la faim» sont multiples. «Il y a bien sûr des explications conjoncturelles. La spéculation boursière sur les produits agricoles, l'accaparement de terres par des fonds d'investissements, la production d'agrocarburants... Tout cela a un impact sur la sécurité alimentaire des populations», détaille-t-il.

Il pointe également plusieurs raisons structurelles, et qui pourraient être modifiées grâce à la volonté politique. «Les programmes d'ajustement structurels imposés par le FMI et la Banque mondiale dans les années '80 ont eu des conséquences déplorables. Ils ont poussé les pays en voie de développement à se consacrer

aux cultures d'exportation et à importer ce qu'ils avaient besoin de consommer», explique le diplomate. Le problème, c'est que pour importer ces produits, il faut avoir quelque chose à exporter en échange. Nombre de pays sont ainsi devenus dépendants de quelques productions (cacao, café...). En cas de mauvaise récolte ou de chute des cours, ils devaient alors emprunter pour acheter à l'étranger leur consommation alimentaire. Et c'est ainsi qu'ils plongeaient dans l'infamie spirale de la dette. «L'UE doit désormais agir pour garantir la sécurité alimentaire des pays en développement», conclut Jean Feyder.

Camille Goret

/// www.sosfaim.be

«La faim tue», de Jean Feyder, L'Harmattan, 28 €. Disponible auprès de SOS faim.

«Pas responsables de tous les problèmes»

Louis Michel, l'ancien Commissaire européen au Développement dit partager «une grande partie des idées» de Jean Feyder. À quelques exceptions près. «On ne peut pas dire que si tout va mal au Sud, c'est de notre faute!», tempère l'eurodéputé libéral. «Il y a aussi un problème avec les élites de ces pays. Les Européens font beaucoup dans la bonne direction. Nous fournissons notamment 60% de l'aide mondiale au développement. Si on n'a



Belga / N. Maerlinck

fait des erreurs, c'est peut-être dans notre manque de soutien à la constitution d'États, de puissances publiques. Nous aurions peut-être dû être plus attentifs sur ces aspects.» ■

Que peut faire l'UE ?

➤ Repenser ses politiques commerciales

«L'UE ne doit pas prendre de la main gauche ce qu'elle a donné de la main droite», insiste Jean Feyder. Une façon de rappeler que la politique commerciale européenne ne doit pas se faire au détriment du développement local. C'est parfois le cas: la vente de produits européens (plus compétitifs que ceux du marché local) empêche l'émergence d'une agriculture ou d'une industrie régionale.

➤ Développer emplois et revenus locaux

«Le développement nécessite la création de capacités de production dans tous les secteurs économiques (agriculture, industrie...), créant ainsi emplois et revenus», souligne le diplomate luxembourgeois. Cela signifierait pour les entreprises européennes la fermeture de certains marchés d'exportation. «La ré-

ponse au défi de la migration est à ce prix.»

➤ Soutenir l'agriculture vivrière

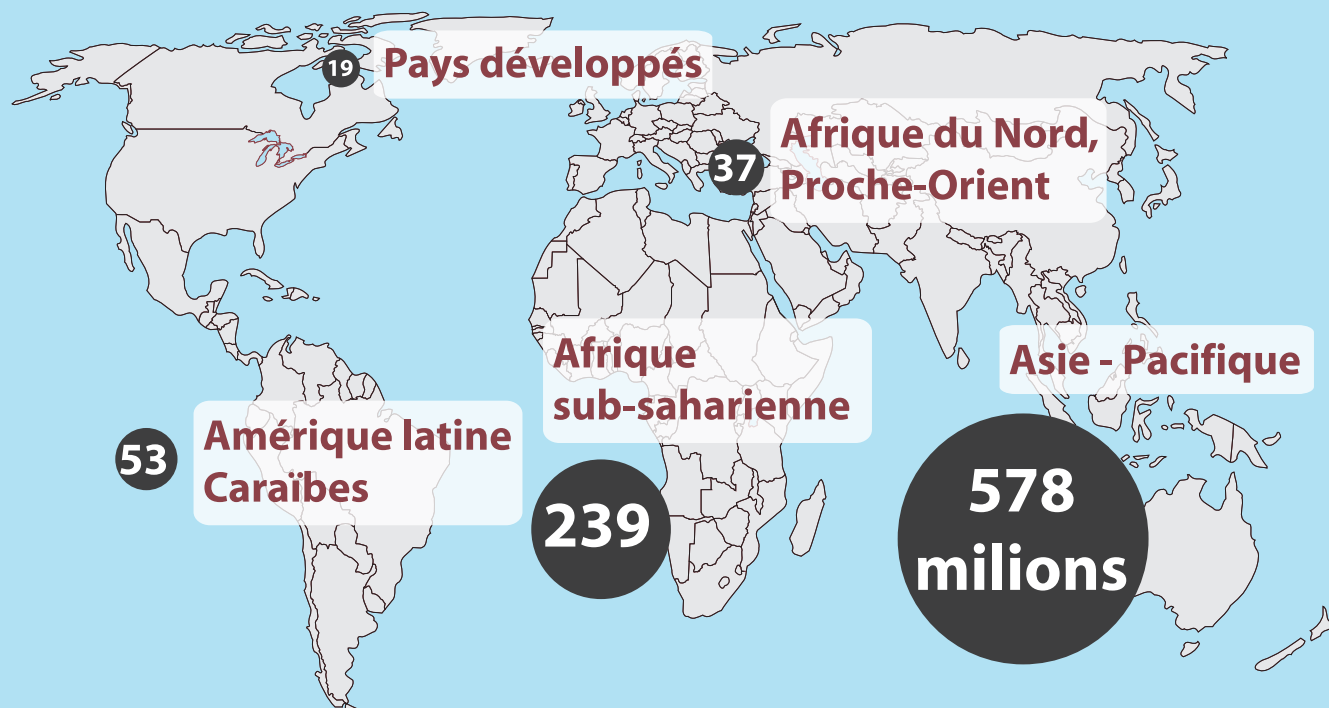
«Il faut relancer l'agriculture vivrière.» Comprenez une agriculture capable de nourrir la population d'un pays plutôt que de lui donner la possibilité théorique d'importer la nourriture dont il a besoin. Une idée à l'opposé des politiques de développement des années 90, qui favorisait la production de biens d'exportation.

➤ Des États forts

«L'État doit assumer ses responsabilités dans le développement.» Jean Feyder regrette que les aides du FMI et de la Banque mondiale aient trop souvent été accordées en échange d'un retrait de l'État de toutes les activités économiques au profit du secteur privé. «L'UE doit soutenir des États développementalistes.»

La faim dans le monde

925 millions de victimes en 2010



● Nombre de personnes sous-alimentées (en millions, en 2010)

Source : FAO

«La faim tue chaque jour 25.000 personnes. Le droit à la vie, le droit à l'alimentation de ces êtres humains est violé de la manière la plus flagrante»

JEAN FEYDER, REPRÉSENTANT DU LUXEMBOURG AUPRÈS DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.